

dans ce contexte, le *Figaro* a choisi de confronter deux points de vue divergents sur le sujet. Si le banquier d'affaires Philippe Villin craint que la politique de sanctions à l'égard du Kremlin nous mène à la ruine, le géopolitologue Frédéric Encel estime, lui, qu'il faut encore serrer l'étau économique sur la Russie. Il y va de la défense des valeurs comme de la crédibilité stratégique de l'Europe, argumente-t-il dans son texte.

# Les sanctions, quoi qu'il nous en coûte ?

**L'**objet de cette opinion n'est pas de savoir si l'on doit soutenir M. Zelensky sans limite, comme nos politiques et nos eurocrates, mais de s'étonner qu'un tel choix ait été fait sans débat démocratique. Pire, même, ceux-ci n'ont pas jugé utile de nous consulter, ni sur l'escalade militaire, ni sur les terribles conséquences des sanctions pour nos économies. Parlons de ces conséquences !

Alors que nous sortions à peine du Covid et que la Chine faisait déjà gravement problème (« zéro Covid » totalitariste, Taïwan menacée, arrêt de l'« usine chinoise » et donc crise d'approvisionnement et logistique), leur choix - sans débat - de telles sanctions jamais vues sur un fournisseur vital entraîne déjà des conséquences dramatiques pour nous.

Le prix de l'énergie a déjà flambé, faisant exploser les dépenses de chauffage et de transport des ménages et les appauvrissant.

Outre la crise chinoise, les entreprises voient aussi exploser ces coûts. Leur rentabilité est déjà affectée, et ce sera un drame pour celles

dont la capacité à fabriquer des produits encore vendables va être atteinte. Car bientôt elles ne pourront plus « passer » aux

clients les hausses de l'énergie. Et le pire, c'est que l'Europe subit incroyablement plus cette hausse de l'énergie et des matières premières que les États-Unis ou la Chine (où ces prix montent, mais infiniment moins et sans risque de pénurie). Pourquoi n'y a-t-il pas de débat ?

En outre, ces sanctions entraînent partout la relance des énergies fossiles, ce qui fait que la transition énergétique a été ailleurs discrètement repoussée, sauf chez nous. Et Bruxelles, sans avoir été interpellé par nos politiques, a même osé proclamer que la crise liée aux sanctions était une occasion d'accélérer « sa » transition... De qui se moque-t-on ?

Ces sanctions entraînent partout la relance des énergies fossiles, ce qui fait que la transition énergétique a été ailleurs discrètement repoussée, sauf chez nous

Le fait qu'en conséquence des sanctions le prix de l'énergie va être durablement infiniment plus élevé en Europe qu'ailleurs et le calendrier et les coûts titanesques de la transition « mode Commission » vont probablement plomber définitivement nos économies. Nous allons perdre d'immenses parts de marché et les emplois correspondant, alors même que l'Europe se refuse à mettre au moins en place une politique de taxation massive des produits des pays

non décarbonés. De plus, si M. Poutine nous coupe son gaz, nous aurons probablement une récession historique dont personne n'ose débattre, proche d'une dépression outre-Rhin.

Et la Banque centrale européenne ne raisonne-t-elle pas à l'envers ? Elle feint de considérer que l'inflation est générée par une surchauffe due à des politiques monétaire et budgétaire trop laxistes qu'il faudrait stopper. Certes, le Covid a entraîné des dépenses publiques débridées et des plans de relance démesurés (et insuffisamment ciblés, comme en France, où des secteurs parmi les plus frappés - tourisme - ont été oubliés, tandis que l'État s'est servi au-delà

du raisonnable), mais pourquoi vouloir freiner l'économie alors même que l'on était en train de la relancer, pire encore, tout en se trompant sur l'origine de l'inflation ?

Or, celle-ci vient pour l'essentiel des sanctions qui entraînent la hausse du coût de l'énergie et des matières premières (et de la crise chinoise). C'est pourquoi augmenter les taux et aggraver le marasme en ajoutant à ces problèmes cette politique monétaire inappropriée mène à la catastrophe. En effet, elle n'empêchera pas que les entreprises doivent répercuter ces hausses de coûts dues aux sanctions à leurs clients. Et les consommateurs, pour survivre, réclameront des

augmentations de salaires. Un cercle vicieux infernal dont M<sup>me</sup> Lagarde préfère nier l'origine - les sanctions, pour l'essentiel - pour rester dans le « politiquement correct » qui est le miel de nos eurocrates et de nos politiques. Une telle politique monétaire ne peut en effet casser ce type d'inflation, car elle ne s'attaque pas à sa véritable cause. Elle aura en revanche des conséquences dramatiques : prenons l'exemple du bâtiment, qui, déjà frappé par la hausse de ses coûts, sera victime de la hausse des taux d'intérêt réduisant encore plus la capacité d'investissement des ménages et des investisseurs... Double peine.

En outre, cette politique peut faire exploser l'euro (ce dont je me réjouis en d'autres circonstances, mais crise qu'on ne peut ajouter à nos malheurs d'aujourd'hui), parce que la BCE - contrairement à ses promesses - n'a pas d'instrument pour éviter les spreads entre les pays, sauf à s'engager à acheter sans limite la dette des plus faibles, politique jusqu'alors refusée par nos « nordiques ».

La politique des sanctions et les contresens de la gestion de nos économies vont donc nous mettre « cul par-dessus tête ». Mon espoir - avant une éventuelle révolte de nos peuples - est qu'un électrochoc rapide permette d'ouvrir le débat politique où nous, citoyens et chefs d'entreprise, pourrions challenger nos politiques et nos eurocrates aveugles qui nous mènent à la ruine en nous mentant. ■

\* Ancien directeur général du « Figaro ».

## PHILIPPE VILLIN

Pour le banquier d'affaires\*, les conséquences économiques et écologiques des sanctions devraient nous faire réévaluer leur pertinence.